

**PROPOSITIONS DES QUATRE DEBATS**

**Fontenay-sous-Bois, Saint-Mandé et Vincennes**

***Les quatre grands débats que nous avons organisés à Vincennes, Saint-Mandé et Fontenay-sous-Bois ont été suivis par près de 600 personnes. De leur travail collectif sont ressorties plus de 200 propositions, qui ont fait l’objet d’un premier vote à la fin de chaque soirée.***

***Voici la liste complète des propositions, classées selon le nombre de voix reçues.***

**Fiscalité et les dépenses publiques – jeudi 31 janvier 2019, Vincennes**

* **Mettre en œuvre les préconisations de la Cour des comptes qui pourrait devenir un organe coercitif ;**
* **Renforcer la progressivité de l’impôt sur le revenu, notamment potentiellement dès le premier euro, afin de responsabiliser l’ensemble des citoyens ;**
* **Lutter contre toutes les fraudes, notamment l’évasion fiscale : cette lutte pourrait se traduire par une harmonisation européenne de la fiscalité ;**
* **Faire preuve de pédagogie et de transparence sur l’utilisation des impôts par l’Etat en indiquant notamment le coût des services publics ;**
* Avoir un budget de l'Etat à l'équilibre dans la constitution ;
* Coordonner les impôts au niveau européen ;
* Imposer les GAFA ;
* Réduire le millefeuille administratif ;
* Augmenter la TVA sur les produits de luxe et la baisser sur les produits de première nécessité ;
* Réindexer les petites retraites ;
* Se rapprocher des standards européens de départ d'âge de la retraite
* Fusion IR, CSG, CRDS ;
* Simplification fiscale pour rendre compréhensible le système fiscal ;
* L'instauration d'un traité de type FACTA ;
* Prix de transfert des entreprises à l'étranger ;
* Supprimer CESE/CESER et les autres comités inutiles ;
* Améliorer l'efficacité des services publics : diagnostics et audits ;
* Revoir l'organisation de l'Etat et des collectivités locales ;
* Mutualiser l'armée au niveau européen ;
* Créer une instance indépendante pour évaluer les dépenses de l'Etat ;
* Avoir une structure de l'ISF plus sure, plus simple, plus équitable ;
* Durcir les conditions des indemnisations chômage ;
* Moduler l'âge de départ à la retraite ;
* Rehausser le départ à la retraite ;
* Généraliser le budget citoyen participatif ;
* Revoir la TVA sur produits de 1ère nécessité ;
* Taxation du kérosène ;
* Supprimer le CICE plus seulement pour les plus grosses entreprises et le dédier principalement aux PME/TPE ;
* Rétablir l'ISF ;
* Favoriser les impôts les plus progressifs ;
* Allocations familiales universelles ;
* Moduler les allocations familiales en fonction du revenu ;
* Plus de transparence sur l'impôt ;
* Evaluation par une chambre indépendante des propositions fiscales du gouvernement et du législateur ;
* Favoriser la mobilité des fonctionnaires ;

**Organisation de l’Etat et des services publics – lundi 4 février 2019, Saint-Mandé**

* **Simplifier le mille-feuille administratif, notamment par la fusion des communes, et/ou par une organisation des différents niveaux ;**
* **Mettre du lien humain face à la numérisation de l’administration, en développant notamment des maisons des services publics, des points d’accès au numérique, fixes ou itinérants, ou un guichet unique sur internet pour accéder aux services ;**
* **Moderniser la politique des ressources humaines au sein de la fonction publique (évolution du statut de fonctionnaire, développement de la mobilité, revalorisation financière des fonctionnaires en particulier les enseignants et le personnel médical) ;**
* **Refondre nos institutions, en repensant le Sénat et le CESE, en réduisant les nombre de parlementaires, et en créant de nouvelles structures participatives ;**
* Lutter contre les déserts médicaux, fin du numerus clausus et développement des formations des médecins ;
* Anticiper et planifier les actions de l'État ;
* Développer l'orientation dans l'administration ;
* Justice : plus de budget pour un meilleur fonctionnement ;
* Compte personnel d'utilisation des services publics ;
* Septennat non reconductible avec vote obligatoire ;
* Obligation des résultats des services rendus ;
* Simplification administrative et politique en tenant compte de l'Europe ;
* Toute dématérialisation de services publics doit être accompagnée d'un centre d'aides physiques ;
* Meilleure communication des médias pour plus de pédagogie sur les services publics de l'Etat ;
* Garantir une continuité territoriale des services de l'eau ;
* Mettre fin à l'empilement des lois ;
* Lutter contre les déserts en favorisant mobilité des fonctionnaires
* Supprimer départements et arrondissements ;
* Révision des statuts de la fonction publique, passage cat A/B/C, primes au mérite ;
* Créer un ministère de la solitude ;
* Formation des professeurs plus développée ;
* Informations claires sur le fonctionnement de l'Etat ;
* Adapter la situation des départements/territoires ;
* Développer la part variable de la rémunération des fonctionnaires en prenant en compte mérite, assiduité, formations suivies ;
* Création de permanences des services publics (fixes dans l'urbain et itinérantes en milieu rural) ;
* Ouvrir la fonction publique aux contractuels ;
* Egalité devant la retraite pour tous ;
* Clarifier la séparation État/commune.

**Démocratie et citoyenneté – samedi 9 février 2019, Fontenay-sous-Bois**

* **Renforcer l’éducation à la citoyenneté, y compris européenne, à l’école et tout au long de la vie ;**
* **Introduire une dose de proportionnelle aux élections ;**
* **Institutionnaliser le grand débat et le pérenniser dans la vie publique ;**
* **Revoir la durée des mandats présidentiels et parlementaires ;**
* **Accorder le droit de vote à tous les étrangers au nouveau local ;**
* Faire un vrai plan pour les banlieues ;
* Organiser des grands débats avec élus locaux y compris dans les banlieues sensibles
* Garantir la prééminence du juge judiciaire pour les libertés publiques ;
* Mieux valoriser de la démocratie sociale ;
* Prendre en compte du vote blanc ;  
  Plus de transparence sur les actions des lobbies ;
* Vote multiple hiérarchique en moyenne ;
* Avoir un rapport d'activité des élus ;
* Décalage entre temps présidentiel et temps législatif ;
* Mise en œuvre du référendum local ;
* Accueil des réfugiés climatiques et politiques en France ;
* Formation citoyenne pour les migrants ;
* Apprentissage du débat dans les écoles ;
* Imposer un casier judiciaire vierge pour les candidats aux élections ;
* Participation des citoyens aux lois via des plateformes numériques ;
* Transparence lobbying : rendre publics les agendas et propositions élaborées avec des lobbies (ministres, hauts fonctionnaires, députés) ;
* Développer la solidarité européenne pour la France envers les migrants ;
* Pas de proportionnelle intégrale ;
* Davantage de référendums locaux et nationaux ;
* Soucis de transparence des finances publics ;
* Création d'un organisme indépendant contre les fake-news ;
* Instauration de la VIe république avec un régime parlementaire ;
* Création d'instances participatives au niveau local ;
* Droit pour les députés d'écrire des tribunes dans les journaux municipaux ;
* Revoir le fonctionnement des commissions locales avec tirage au sort ;
* Transparence, déontologie, éthique professionnelle pour les élus ;
* Elections citoyennes par tirage au sort.

**Transition écologique – mardi 12 février 2019, Vincennes**

* **Soutenir les agriculteurs dans la transition écologique, à la fois techniquement et financièrement.**
* **Mettre en place un véritable Plan Marshall pour l’écologie car c’est plus une révolution à mener qu’une transition ;**
* **Créer une taxe environnementale sur les produits – taxer les produits en fonction de son impact environnemental ;**
* **Taxer le kérosène des avions ;**
* **Supprimer les pesticides réellement et sans délai, y compris le glyphosate ;**
* Accroître le poids d’arbitrage du ministère de l’écologie à l’image de celui du ministère de l’économie ;
* Faire obligatoirement une analyse environnementale des lois avant leur vote ;
* Augmenter la durée de garantie des objets pour lutter contre leur obsolescence ;
* Appliquer le principe du pollueur/payeur ;
* Renforcer la sensibilisation des citoyens aux actions environnementales du quotidien ;
* Action fiscale taxe sur la valeur écologique basse sur l'empreinte écologique des biens avec des bonus ;
* Incitation forte auprès des bailleurs pour la rénovation thermique des logements ;
* Développer le budget de la recherche sur énergies propres et transformations énergétiques ;
* Fiscalité écologique unifiée : taxation kérosène sur vols intérieurs + isolation des logements ;
* Rétablissement de la taxe carbone pour les poids lourds ;
* Consignation des emballages recyclables ;
* Ne plus considérer le nucléaire comme une énergie non polluante ;
* Éducation à l'écologie dans les écoles de la maternelle au lycée ;
* Éducation et formation à tous les âges (bonnes pratiques localement) ;
* Développer massivement le vélo (incitation fiscale, etc.) ;
* Augmentation fréquence des transports en commun dans les régions/en province ;
* Intégrer le cout des externalités négatives (pollution, déchets) dans le prix des produits ;
* Favoriser le covoiturage, avec des voies dédiées ;
* Développer recherche sur les énergies renouvelables ;
* Zéro artificialisation nette sauf sur sols pollués (prise en compte de la dépollution dans la valeur des sols) ;
* Aide au ferroutage ;
* Augmenter la participation à la gestion écologique dans les lycées et les entreprises ;
* Assurer le dernier km par des véhicules propres ;
* Développement différencié des transports en commun selon les territoires ;
* Assurer la diffusion publique des agissements des lobbys ;
* Organiser un référendum sur les choses auxquelles les Français sont prêts à renoncer ;
* Passage à 50% d'agriculture biologique ;
* Interdire les emballages plastiques à usage unique ;
* Valoriser les métiers de services liés au développement durable ;
* Renforcer et soutenir les dispositifs sur l'économie circulaire ;
* Étiquetage renforcé sur les moyens de transports et de conditionnement des produits ;
* Développer la recherche sur les véhicules électriques et les batteries ;
* Favoriser la transition agricole via la régulation de la grande distribution ;
* Transformation obligatoire des toits plats en fermes urbaines en gestion coopérative ;
* Favoriser les circuits courts/bio via la commande publique ;
* Développer les parkings auto et vélo près des gares ;
* Avoir plus d'informations sur les moyens d'améliorer l'isolement de son logement ;
* Développer la responsabilité environnementale de toutes les entreprises ;
* Respecter les recommandations de la cour des comptes ;
* Améliorer l’installation de fermes éoliennes marines ;
* Utiliser la TVA sur les produits alimentaires pour favoriser la consommation bio - de proximité - sans emballage ;
* Préserver les terres cultivables et les zones humides ;
* Inciter les circuits courts dans la grande distribution, avec système de bonus/malus sur le principe du pollueur/payeur ;
* Piétonniser les centres-villes et agrandir les trottoirs ;
* Développer une agriculture locale et bio ;
* Passage au bio dans toutes les cantines scolaires ;
* Revoir le modèle agricole ;
* Décentralisation de la production d'énergie ;
* Limiter l'artificialisation des sols en limitant l'expansion pavillonnaire ;
* Développer l'éco-citoyenneté dans les écoles ;
* Lutter contre le gaspillage et la surconsommation ;
* Développer la distribution en vrac et les contenants ;
* Inciter à réduire la quantité d'emballages ;
* Favoriser les consignes des bouteilles en verre ;
* Promouvoir la production locale de légumes ;
* Favoriser les aides à l'agroéconomie ;
* Différencier les taxes sur la consommation en fonction des transports utilisés par les produits ;
* Développer l'éduction pour favoriser la responsabilité individuelle ;
* Sensibilisation par des exemples concrets ;
* Éducation alimentaire : consommer au bon moment / saison / gâchis ;
* Un contrôle-qualité des logements plus précis ;
* Obligation à partir d'une certaine date de construire uniquement des logements écologiques ;
* Favoriser les subventions/moyens pour les sociétés innovantes sur l'écologie ;
* Oser une politique forte à long terme pour l'écologie ;
* Développer le tri par la lecture facilitée des emballages ;
* Développer une offre de trains de proximité ;
* Concertation et homogénéisation des modes de transport : circulation douce ;
* Financer l'offre de transports alternatifs.